



Cour constitutionnelle

Nouveaux arrêts prononcés

Numéro d'arrêt : 60/2026

Date d'arrêt : 21/05/2026

Numéro(s) de rôle : 8420

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Loi-programme du 27 décembre 2021 (articles 139 à 148)

Mots-clés : Droit social - Sécurité sociale - Cotisation de responsabilisation des employeurs concernant l'invalidité - Champ d'application - Calcul du flux d'entrée en invalidité

Dispositif : 1. Violation (article 142, § 4, de la loi-programme du 27 décembre 2021, en ce qu'il prévoit que, pour déterminer le dénominateur du ratio visé à l'article 140, alinéa 2, de la même loi-programme, l'emploi total est calculé sur la base du nombre de travailleurs équivalents temps plein)
2. Non-violation, pour le surplus (articles 139 à 144 de la même loi-programme)

Texte de l'arrêt : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-060f.pdf>

Numéro d'arrêt : 61/2026

Date d'arrêt : 21/05/2026

Numéro(s) de rôle : 8461

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : - Code pénal social (articles 101, 103 et 181)

- Code pénal (articles 41*bis* et 43*bis*)

Mots-clés : Droit pénal - Droit pénal social - Infractions à la déclaration immédiate de l'emploi (déclaration Dimona) - Sanction - Multiplication obligatoire de l'amende pénale par le nombre de travailleurs concernés

Dispositif : Non-violation

Texte de l'arrêt : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-061f.pdf>

Numéro d'arrêt : 62/2026

Date d'arrêt : 21/05/2026

Numéro(s) de rôle : 8467

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret-programme de la Région wallonne du 18 décembre 2024 « portant des mesures diverses en matière de pouvoirs locaux et d'emploi » (articles 12 et 13)

Mots-clés : Droit fiscal - Région wallonne - Fiscalité communale - Taxe communale sur la force motrice - Suppression - Compensation par la Région - Délégation au Gouvernement wallon

Dispositif : Rejet du recours

Texte de l'arrêt : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-062f.pdf>

En bref : La Cour rejette le recours en annulation du décret par lequel la compensation intégrale versée aux communes par la Région wallonne pour la suppression de la taxe communale sur la force motrice est remplacée par une compensation dans la limite du budget disponible

Numéro d'arrêt : 63/2026

Date d'arrêt : 21/05/2026

Numéro(s) de rôle : 8478

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales (article 118, § 3)

Mots-clés : Droit du travail - Protection contre le licenciement - Congé-éducation payé - Congé de

formation flamand - Licenciement - Indemnité de protection - Indemnité égale à trois mois de rémunération

Dispositif : Non-violation

Texte de l'arrêt : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-063f.pdf>

Numéro d'arrêt : 64/2026

Date d'arrêt : 21/05/2026

Numéro(s) de rôle : 8493

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 16 mars 1968 « relative à la police de la circulation routière » (articles 62, alinéa 8, et 65/1, §§ 1er et 8)

Mots-clés : Droit pénal - Police de la circulation routière - Personne protégée - Copie des procès-verbaux constatant l'infraction - Ordre de paiement - Absence de signification et de notification à l'administrateur de biens

Dispositif : 1. Violation (articles 62, alinéa 8, et 65/1 de la loi du 16 mars 1968, en ce qu'ils ne prévoient pas que la copie des procès-verbaux constatant l'infraction ainsi que l'ordre de paiement doivent être envoyés non seulement au contrevenant mais aussi, le cas échéant, à son administrateur de biens)

2. La troisième question préjudicielle n'appelle pas de réponse

Texte de l'arrêt : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-064f.pdf>

Numéro d'arrêt : 65/2026

Date d'arrêt : 21/05/2026

Numéro(s) de rôle : 8512

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 24 décembre 2020 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) » (article 16, § 1er, alinéa 1er)

Mots-clés : Droit social - Sécurité sociale - Assurance maladie-invalidité - Action en recouvrement de prestations sociales versées indûment - Délai de prescription - Pandémie de COVID-19 - Nouveau régime de prescription

Dispositif : Non-violation

Texte de l'arrêt : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-065f.pdf>

Numéro d'arrêt : 66/2026

Date d'arrêt : 21/05/2026

Numéro(s) de rôle : 8548 • 8549 • 8550 • 8551 • 8552 • 8553 • 8554 • 8555 • 8556 • 8557 • 8558 • 8559 • 8561 • 8562 • 8563 • 8564 • 8565 • 8566 • 8567 • 8568

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : - Loi du 14 juillet 2025 « [modifiant la] loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le traitement d'une demande ultérieure de protection internationale »

- Loi du 14 juillet 2025 « modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers » (articles 2, 4 et 5)

Mots-clés : Droit des étrangers - Demande de protection internationale - Conditions matérielles de l'accueil - Non-désignation d'un lieu obligatoire d'inscription - Suppression du lieu obligatoire d'inscription - Droit à l'aide matérielle - Droit à l'aide financière

Dispositif : 1. Annulation (articles 3, 4, 5, 6 et 7 de la loi du 14 juillet 2025 « modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers »)

2. Rejet des recours introduits dans les affaires n^{os} 8550, 8552, 8555 et 8557 en ce qu'ils sont dirigés contre l'article 2 de la même loi du 14 juillet 2025, dans la mesure où il introduit un 6^o dans l'article 4, § 1er, de la loi du 12 janvier 2007 « sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers »

Texte de l'arrêt : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-066f.pdf>

Communiqué de presse : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-066f-info.pdf>

En bref : Après les avoir suspendues, la Cour annule les dispositions qui suppriment la possibilité d'octroyer l'accueil aux demandeurs d'asile sous une forme financière en cas de circonstances particulières

Numéro d'arrêt : 67/2026

Date d'arrêt : 21/05/2026

Numéro(s) de rôle : 8594

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 17 mai 2006 « relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine » (article 97, § 1er, alinéa 2)

Mots-clés : Procédure pénale - Application des peines - Décision relative à la mesure d'exécution de la peine prise par le juge de l'application des peines en cabinet - Pourvoi en cassation - Point de départ du délai

Dispositif : Violation

Texte de l'arrêt : <https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-067f.pdf>